

**Table ronde : « Moderniser l'action publique avec ses agents »**  
**Trame de l'intervention liminaire de FO**

Madame la Ministre,  
Mesdames, Messieurs,

Très attachée au service public républicain, Force Ouvrière tenait à ce qu'une des tables rondes porte sur le sujet. Pour autant ; il n'est pas question de se laisser enfermer dans un diagnostic partagé ou commun.

Dans notre esprit, même si tout est lié, et bien sûr les questions statutaires, il s'agit avant toute chose de débattre et de se positionner sur le service public républicain, c'est-à-dire un service public à même de répondre aux principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, principes qui sont constitutionnels.

Pour Force Ouvrière, le service public est le socle indispensable pour que l'Etat assume son rôle de garant de la cohésion sociale, qu'il concourt au respect et à l'exercice des droits fondamentaux ainsi qu'à la lutte contre les inégalités.

Le débat qui sera vraisemblablement contradictoire, constitue pour Force Ouvrière, un point de passage obligatoire avant toute réforme éventuelle.

Pour mémoire ce débat annoncé en 2007 n'a pas eu lieu.

A la place en catimini, s'est mise en place la RGPP (révision générale des politiques publiques), la Loi HPST (hôpital, patients, santé et territoires) et la réforme des collectivités territoriales.

Entraînant des questions statutaires et supprimant des effectifs, ce sont au travers des 561 mesures de la RGPP des missions de services public qui ont été supprimées ou externalisées.

Parfois, leur suppression peut mettre en danger la vie des citoyens et des usagers. C'est par exemple le cas en matière de surveillance des fleuves et rivières ou d'autocontrôle de la qualité sanitaire par les abattoirs cynicoles et avicoles.

Non seulement il en résulte une dégradation des conditions de travail des agents ainsi que la déstructuration des valeurs intrinsèques de leur engagement.

Dans ces conditions, deux préalables nous apparaissent indispensables :

- L'arrêt de la RGPP ainsi qu'une remise à plat de la loi HPST et de la réforme territoriale,
- Une évaluation contradictoire de l'état du service public républicain qui pourrait se faire dans le cadre du rétablissement du Commissariat au Plan.

Ces deux préalables devant permettre à chacun de se positionner clairement sur l'avenir du service public républicain. D'ailleurs, nous avons noté positivement la déclaration la semaine dernière de la ministre sur ces deux points et l'annonce faite samedi de la mission sur la RGPP qui doit rendre ses travaux avant le 25 septembre. Mais nous avons mal vécu les annonces de caractère budgétaire préalable au sommet de Bruxelles – ce qui n'est pas un hasard – qui au-delà des chiffres inacceptables, semblent dénoter une absence de rupture dans la manière de traiter le service public républicain.

Bien entendu, toutes les questions plus directement liées au statut, y compris le jour de carence, la mobilité, le point d'indice ou la situation des fonctionnaires en outre-mer, devront être discutés, ensuite avec la ministre en charge des dossiers.

Les valeurs républicaines d'égalité, de liberté, de fraternité, de laïcité impliquent que la fonction publique et ses personnels ne soient pas soumis à des pressions politiques ou mercantiles, à des lobbies ni à des intérêts contraires à l'intérêt général.

Rappelons le, l'état employeur n'est pas un employeur comme les autres.

Les valeurs de neutralité, d'impartialité et d'indépendance pour le service public et pour ses agents se révèlent donc essentielles.

Force Ouvrière regrette donc cette république « low cost » que nous connaissons actuellement et demande l'engagement de l'Etat pour que la république retrouve toutes ses valeurs.